

## Une autre école pour tous

*Faire réfléchir des enfants de treize ans sur la violence, omniprésente, est-ce nuisible ? Et tenter de mener à bien cette réflexion au Cycle d'orientation, est-ce si grave qu'une mère se fasse un devoir d'en avertir le chef du Département de l'instruction par le biais d'une lettre ouverte publiée dans les journaux ? Un fait divers, dira-t-on ; un fait divers qui révèle avant tout l'étroitesse d'esprit de l'« accusatrice ». Trop facile ! Les réactions des parents et des enseignants à cette lettre le prouvent : on met en cause là l'enseignement en profondeur.*

*En définitive, ce que cette mère reproche au Cycle d'orientation, d'autres le font à propos de l'éducation sexuelle par exemple, c'est d'intervenir sur un sujet tabou qu'elle croit réservé à la famille.*

*La démarche prend à revers le projet éducatif qui est un, intellectuel et humain, dans la famille et dans la cité : l'enseignement doit « consacrer, dit le règlement genevois de l'école secondaire, la primauté du développement des aptitudes et la formation du caractère sur l'acquisition des connaissances et (...) diriger (les élèves) vers leur autonomie ». En principe donc, parents et enseignants ne sont pas supposés s'opposer, mais collaborer au service de l'enfant (cf. article en p. 2). Et il serait facile, semble-t-il, de développer cette interpénétration de la famille et de l'école (cela se fait dans certains pays anglo-saxons, en particulier) : contacts nombreux entre parents et professeurs, participation des parents au niveau des écoles primaires, voire même élaboration en commun des options pédagogiques.*

*La pratique est cependant tout autre. Le climat est en général, exception faite de tentatives de rapprochement qui demeurent le fait de minorités de maîtres et de parents, à l'indifférence polie. Il faut y voir sans doute, pour une bonne part, les retombées négatives du carcan réglementaire et de l'organisation administrative, qui enlève tout pouvoir réel aux enseignants.*

*S'attaquer à cet aspect du développement de l'école, c'est à coup sûr mettre en question un mode d'organisation, paralysant en fin de compte : un vrai dialogue pourrait naître alors, fondé sur une plus grande autonomie de l'enseignant et de l'école elle-même, apparaîtraient peut-être des lieux de débat, accessibles à tous ceux qui se sentent concernés par l'avenir de l'instruction publique...*

*Mais ne nous y trompons pas : la rigidité administrative a bien des avantages. Est réelle, certes, une communauté d'intérêts qui regroupe tous ceux qui ont la charge de l'éducation des enfants, mais un conflit latent n'est pas moins évident sur les buts et les méthodes de l'institution scolaire. La rigidité administrative fait donc office de couvercle sur une marmite d'eau qui bout.*

*A y regarder de plus près, ces conflits n'opposent pas avant tout parents et enseignants. C'est plutôt au sein des groupes que l'on retrouve tout le spectre des idéologies possibles et imaginables. Et l'on entend les partisans d'une neutralité dont le principal « mérite » est de tendre à l'uniformisation : gommons ces oppositions entre des tendances particulières, économiques, philosophiques, sociales dans l'intérêt général des enfants !*

*Ces intentions généreuses ne cachent-elles pas en réalité la volonté d'extirper toute force novatrice du processus scolaire ? A l'opposé, est-il interdit de reconnaître que les divergences sont bien réelles, que des équilibres différents sont envisageables entre toutes les composantes du développement de l'enfant, autonomie, personnalité, compétence, ajustement au monde, etc. ? De là à rétablir une certaine diversité des méthodes pédagogiques dans le cadre même de l'Instruction publique, de laisser un choix aux parents, aux enseignants, et très vite aux élèves, il n'y a qu'un pas. Est-il infranchissable ? Les règles du jeu sont toutes à inventer. Il y va d'une autre façon pour l'école d'être une école pour tous. On peut rêver !*

### J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand  
N° 402 7 avril 1977  
Quatorzième année

Rédacteur responsable :  
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc  
Abonnement  
pour une année : 48 francs

Administration, rédaction :  
**1002 Lausanne, case 2612**  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Rudof Berner  
Claude Bossy  
Jean-Daniel Delley  
René Duboux  
Jean-Pierre Ghelfi  
Pierre Moor  
Elisabeth Sadoulet

# 402

# Domaine public

## La droite crispée sur l'innovation pédagogique

Partout, l'école et la pédagogie font problèmes, en soulevant une suite incessante d'interrogations, constamment renouvelées. A la vérité, les problèmes scolaires révèlent ceux qu'engendrent les économies industrielles, notamment dans la crise des rapports sociaux. L'école ne peut que refléter les contradictions de nos sociétés, que les élèves vivent intensément. Ce qui oblige enseignants, pédagogues, psychologues à toujours chercher comment il est possible de continuer à « faire passer » les programmes scolaires.

Très tôt — en tout cas depuis le degré secondaire — les élèves ressentent une angoisse qui découle des images multiples, contradictoires, exclusives, antagonistes que la vie leur fournit : les problèmes affectifs et familiaux, la richesse apparente de la société, l'abâtissement au travail, la superficialité des rapports humains, doublée d'égoïsme et de mesquinerie, la pauvreté du tiers monde, la violence généralisée et les guerres locales, les « grands jeux » incompréhensibles des partis politiques et des grandes puissances. Ils y répondent souvent par l'indifférence et la méfiance. Mais tout cela leur pèse, les angoisse. De l'école, ils attendent en conséquence plus que simplement l'acquisition d'un savoir : un appui, une aide dans la recherche d'une manière de vivre qui leur permette de comprendre et de se comprendre.

Du fait de l'évolution de la société, l'école est devenue bon gré mal gré le lieu principal d'apprentissage de la sociabilité et de la démocratie (celle-ci étant entendue moins comme un système politique que comme une manière tolérante et ouverte de vivre avec les autres). Cette situation nouvelle n'est pas voulue ni probablement souhaitée par les élèves ou par les enseignants. Il serait sans doute plus facile pour eux tous que l'école continue d'être ce qu'elle a été : le lieu où le maître dispense les connaissances jugées néces-

saires et utiles pour vivre et travailler. Mais les sociétés industrielles sont devenues trop mouvantes, trop visiblement contradictoires dans leur fonctionnement, leurs objectifs, leurs conséquences pour qu'il puisse encore en être ainsi.

Pour qu'il soit prêt à acquérir des connaissances, il faut que l'élève ait un tant soit peu l'idée qu'elles lui seront de quelque utilité personnelle ou pratique. A défaut, il ne tarde pas à devenir réticent, voire réfractaire : il n'est pas prêt à admettre et à absorber sans autre le contenu des programmes scolaires.

De telles attitudes et réactions traduisent et révèlent certainement un manque d'adéquation entre soi et le monde, ce qui soulève des problèmes existentiels considérables. C'est dire que l'enfant, l'adolescent est plus soucieux de trouver et définir sa place dans la société, que d'apprendre.

Chaque année l'école enregistre ces changements d'attitude. Sur plusieurs années, ils constituent des modifications importantes de comportement.

### Inévitable remise en cause

L'enseignant qui veut — qui doit d'ailleurs ! — « faire passer son programme » se trouve confronté à des problèmes difficiles. Il peut s'en désintéresser et faire comme si de rien n'était. Il lui suffira pour cela de « tenir ses élèves », et de renvoyer à d'autres ou ailleurs les questions, implicites ou explicites, scolaires ou humaines, que les élèves lui adressent. Il peut au contraire être sensible aux réactions qu'il décèle ou ressent, et s'interroger sur son enseignement, le contenu des programmes, les méthodes pédagogiques qu'il applique, l'approche qu'il a avec ses élèves des problèmes humains et sociaux. La pédagogie traditionnelle se trouve alors, inévitablement, remise en cause.

Mais la recherche de solutions nouvelles qui limitent ou éliminent autant que faire se peut, les insuffisances les plus manifestes du système actuel n'est pas aisée. La refonte de l'organisation scolaire au niveau secondaire et des programmes éla-

borée dans le courant des années soixante ne constitue, à supposer qu'elle fonctionne bien, qu'une réponse très partielle à ces questions. Au-delà de l'enseignement proprement dit, ce sont bien l'ensemble des rapports, notamment maîtres-élèves, élèves-élèves qui sont posés. Et il ne suffit pas d'instituer des « troncs communs », des « sections », des « passerelles » pour aborder, encore moins résoudre de tels problèmes.

### Un nouveau bail pour La Chaux-de-Fonds

Dans le canton de Neuchâtel — comme partout ailleurs — ces questions sont débattues. L'école secondaire de La Chaux-de-Fonds termine actuellement une première phase d'expériences pédagogiques. Commission d'école, direction, enseignants, avec l'accord des parents, sont prêts à renouveler pour une nouvelle période de quatre ans ces expériences. A Neuchâtel, une première tentative a dû être arrêtée à la suite d'interventions bourgeoises au Grand Conseil (cf. DP 254, 258 et 299). Des experts avaient été chargés de faire rapport. Rappelons leurs conclusions : « Le bilan de l'expérience de pédagogie nouvelle est positif. Le passage des élèves EPN à l'étape ultérieure de leur formation est assuré de façon normale; il n'appelle pas de mesures particulières. » Sur le plan scolaire, l'acquisition des connaissances s'était révélée ni meilleure ni pire que dans les classes traditionnelles. En revanche, sur le plan de la personnalité et de la motivation des élèves, des progrès sensibles et réels avaient été obtenus; le témoignage d'enseignants qui ont eu ces élèves au niveau du secondaire supérieur en atteste.

### Un nouveau projet

Depuis une année environ, un groupe d'enseignants (une quarantaine) de l'école secondaire de Neuchâtel a travaillé à l'élaboration d'un nouveau projet d'expériences de pédagogie nouvelle, dont les objectifs principaux, par rapport à

la première tentative, sont conservés : appliquer des méthodes où l'élève est mis en situation non pas seulement d'être instruit, mais aussi, progressivement, de participer à l'enseignement, à la vie et à l'organisation de la classe, à l'examen et à la discussion, avec les enseignants, des problèmes humains et scolaires qui ne cessent de se poser. Les enseignants prennent au surplus l'engagement de réaliser les programmes scolaires prévus, de manière à ce que les élèves n'aient pas ultérieurement à subir de préjugés scolaires. Le « recrutement » des élèves est prévu sur une base de volontariat, c'est-à-dire avec l'accord des parents qui seront associés à l'expérience tout au long de son déroulement.

La commission d'école a examiné au cours de

deux séances ce nouveau projet. Par huit voix contre six, elle a finalement émis un préavis négatif. Préavis à l'intention du Département de l'instruction publique qui est l'autorité compétente pour admettre ou refuser des expériences pédagogiques. Ce même département a toutefois reçu, mais avec un préavis positif, une demande analogue émanant de La Chaux-de-Fonds. D'où le problème posé : autorisera-t-il dans le Haut ce qu'il pourrait refuser dans le Bas ? Est-il admissible que deux types de pédagogie s'installent dans le canton ? Et puis surtout : la droite serait-elle crispée au point de rejeter les efforts qui tendent à améliorer l'enseignement et de fermer les yeux sur les besoins essentiels qu'expriment les élèves et les adolescents ? La réponse ne tardera pas.

## DANS LES KIOSQUES

### Après l'information, la culture

*Les grandes manœuvres de presse continuent. Dans le dernier numéro de « Die Tat », la rédaction cédant la place à l'équipe Schawinski rappelle les étapes du journal, créé comme hebdomadaire en novembre 1935, devenu quotidien le 1er octobre 1939 et qui change totalement d'aspect depuis le 4 avril. Dans l'article préparant la transition, Pierre Arnold, le grand patron de Migros écrit une phrase qui sera commentée dans les milieux intellectuels. En effet, à propos du supplément littéraire qui va disparaître, il laisse entendre qu'un succès du quotidien pourrait avoir comme conséquence le lancement d'un hebdomadaire culturel autonome. Qui vivra verra.*

*A noter que plusieurs quotidiens ont accepté de publier de grandes annonces pour le nouveau « Tat » ce qui n'est pas courant dans la presse.*

*— Un quotidien fait à nouveau parler de lui « Volksrecht » (Droit du Peuple), qui publie dorénavant une deuxième page zurichoise et couvre tout ce canton. Pour gagner le pari, il lui faudra*

*obtenir 3000 nouveaux abonnements pendant les deux prochains mois. La nouvelle page cantonale sera reprise par le quotidien socialiste de Winterthur. Certains militants estiment que l'énergie déployée pour publier des bulletins locaux souvent volumineux devrait s'exercer en priorité en faveur du quotidien ressuscité afin de lui redonner l'audience d'autrefois.*

*— On apprend que huit écrivains alémaniques préparent un supplément mensuel qui ne sera pas exclusivement littéraire et qui devrait paraître à partir du mois de mai dans la presse socialiste alémanique. Renaissance de la presse quotidienne de gauche ?*

*— Rectifions ! Le législatif de la ville de Berne s'est finalement opposé (cf. DP 400) à la présence de trois commissions du Parti du travail dans des commissions de la ville. A la majorité, et après une longue discussion, il a décidé de ne nommer dans les commissions que des représentants de partis ayant obtenu au moins un des huitante sièges du Conseil communal. A l'évidence, malgré cet accroc, le système en vigueur est malgré tout plus démocratique que celui d'autres communes et d'autres cantons.*

*— Franchir la Sarine, pour une fois dans cette*

*rubrique, c'est signaler au moins deux publications dignes du plus grand intérêt :*

*— Le périodique « Zomar » (recherches et synthèses, Société coopérative Zomar, case postale, 2501 Bienne) qui dans son dernier dossier intitulé « Crise et chuchotements » (à propos des « nouveaux philosophes ») livre notamment un entretien avec Maurice Clavel, extrêmement stimulant; un « bimestriel » à suivre, si l'on se souvient de la qualité de ses dernières livraisons centrées par exemple sur la mort (entretien avec Jean Ziegler), sur l'éducation (entretien avec Henri Hartung), sur l'aménagement du territoire (interview de deux militants Francs-Montagnards).*

*— Le dernier cahier de Pro Fribourg (Stalden 4, 1700 Fribourg), intitulé « Vers un dégel culturel », qui fait le point de la politique culturelle des autorités fribourgeoises avec une efficacité et une précision rares en Suisse romande.*

## Les socialistes et le marché

La « Nouvelle revue socialiste »<sup>1</sup> consacre son numéro 22 à une nouvelle forme de débat politique. Y ont contribué François Mitterand (Attention à la mythologie), Jacques Attali (Contribution au débat), Michel Rocard (Plan et marché), Pierre Joxe (A propos du marché) et Gille Martinet (La planification du marché). La discussion est ouverte et nous tenions à le signaler.

<sup>1</sup> 12, Cité Malesherbes, F-75009 Paris. Le numéro : 12 Ffr.

### A NOS LECTEURS

Les fêtes de Pâques nous contraignent à espacer la parution de « Domaine Public ». Vous recevrez donc DP 403, non pas jeudi/vendredi prochains 14/15 avril, mais la semaine suivante, soit les 21/22 avril. Merci de votre compréhension et bonnes fêtes !

## Le souffle écologique

Depuis quelques mois, Pierre Lehmann interpelle les lecteurs de DP au long de ses « points de vue » (peut-être faut-il rappeler que sous ce surtitre général, les membres de la rédaction de DP offrent régulièrement l'hospitalité des colonnes de ce journal à des invités qui s'expriment là en toute liberté).

A n'en pas douter, les questions de P. Lehmann revêtent une importance particulière. Pas seulement parce que le monde politique découvre ces temps-ci la force du mouvement écologique. Sur-

*tout parce qu'il va de l'organisation de notre existence quotidienne et de notre action politique.*

*P. Lehmann demandait qu'un débat s'ouvre (DP 397). A la vérité, il s'imposait depuis longtemps; et depuis longtemps les groupes de travail cantonaux de DP s'étaient mis à la tâche, des articles témoignant régulièrement de l'état de notre réflexion. Il y a deux semaines, André Gavillet reprenait la balle au bond (« Le Robinson suisse », DP 400). Aujourd'hui, Pierre Moor réagit, ainsi que Pierre Lehmann lui-même. Inutile de dire que les contributions de nos lecteurs seront les bienvenues ! (Réd.)*

## Vendredi ou la dialectique

Tout est-il si simple ? L'écologiste est ce Robinson qui, sans le savoir, attendait son Vendredi; et qui reçut de la part de ce dernier un beau cadeau, socialiste, nommé « dialectique ». On imagine les sentiments de reconnaissance de Robinson ! Reste à savoir quel usage il a bien pu trouver à ce présent. Tentons de l'éclairer. Après reconstitution du scénario, on verra si les rôles ont été bien distribués.

Le diagnostic socialiste (voir A.G.) : (...) « On retrouve chez ceux qui s'achoppent au problème-clé de la division du travail les mêmes tentations [que chez les écologistes] de fuir le problème social en rêvant d'une société où chaque communauté cultiverait son jardin, la même mise entre parenthèses des rapports de classes, donc du politique ». Et la conclusion : cet argument est un peu court sur le rôle de l'Etat dans les sociétés industrielles.

Que les rapports de classes aient une relation certaine (c'est le petit mot « donc » qui apparaît — des rapports de classes *donc* du politique — ci-dessus) avec le politique, cela peut paraître évident. Que le politique soit tout entier constitué par les « rapports de classes », qu'il n'y ait place dans le politique pour aucun autre phénomène de pouvoir, c'est la proposition qui semble sous-

tendre le raisonnement en question... et c'est ce qui est douteux : l'idée ne peut conduire qu'à un idéalisme de bon marxiste, qui ne présente en soi rien de préférable à celui du bon sauvage.

Cette idée recouvre au moins un subterfuge : la transmutation de toute situation concrète en une problématique abstraite. Ce subterfuge est aussi courant à droite. Au lieu de gaz de fumier, on parle systématiquement de conception globale de l'énergie. Et il y a quelque chose de logique dans cette position : dès lors que l'on assimile politique et rapports de classes, on ne peut parler que de conception globale de l'énergie !

Développons ! Le concept de rapports de classes est une grille de lecture qui ne permet de saisir la société que dans sa globalité : on distingue alors des grandeurs anonymes, abstraites qui n'existent qu'au niveau d'une société conçue comme un seul tout, fonctionnant dans chacune de ses deux ou trois parties de manière homogène. Si le pouvoir est l'enjeu du conflit, ce pouvoir est nécessairement accaparé par le centre, là où les classes — ou plutôt leurs représentants — se rencontrent. Tout pouvoir qui serait localisé ailleurs fausserait les règles du jeu (quelle place donner au juste aux partenaires non prévus ?), mais encore diminuerait sa valeur. On comprend dès lors que la centralisation du pouvoir soit un phénomène nécessaire et que s'impose son corro-

laire logique, l'appréhension abstraite de toute situation de pouvoir.

Gauche et droite sont d'accord sur ces règles du jeu. Seules diffèrent leurs cartes. La force centralisatrice de l'une, c'est l'économie de marché; la force centralisatrice de l'autre, c'est l'étatisation. Il arrive que les deux partenaires s'entendent sur le résultat de la partie : ce sera peut-être la conception globale de l'énergie ! Mais le pouvoir demeurera toujours au centre, partagé entre quelques grandes administrations et organisations, au centre, c'est-à-dire là où les problèmes réels ne se posent pas, là où ils sont seulement représentés.

L'écologie, c'est au premier chef une insistance sur l'aspect concret des problèmes. C'est aussi la tentative de récupérer ce fameux pouvoir dans les dimensions du concret, dans le vécu, et non dans la représentation. Il n'y a là aucune robinsonnade, ni aucune tentation de fuite devant le problème social, bien au contraire; le problème social est clairement posé, c'est-à-dire politiquement posé : comment redonner le pouvoir aux gens, et non à une classe, à l'endroit et au niveau où ils vivent, où ils travaillent, où ils *sont*. Les solutions proposées peuvent être utopiques. C'est tout à fait explicable, puisqu'elles sont le fait, précisément, de non-professionnels du pouvoir.

Ces solutions resteront du reste utopiques tant qu'il leur sera demandé de correspondre aux canons d'une société centralisée par les lois abstraites de l'économie de marché.

Il faut bien voir que la gauche n'a pas trouvé d'autre réponse au modèle de société créé par l'économisme libéral que l'étatisation. Réponse inévitable, parce que les rapports de classe, à ce point de départ, n'en permettaient pas d'autres, mais réponse symétriquement centralisatrice et abstraite<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> C'est bien pourquoi la droite et la gauche classique ont d'accord sur les règles du jeu. C'est bien pourquoi aussi il faut voir dans le stalinisme la continuation logique de la pensée politique bourgeoise ! (cf. André Glucksmann).

Il faut certes en passer par là (il n'est pas question ici de sacrifier au conservatisme) pour que les phénomènes de pouvoir deviennent visibles, manifestes, et que la possibilité naisse de les maîtriser. Ce renversement qui doit se réaliser n'aurait cependant pas beaucoup de sens, si l'on devait s'y arrêter. Et si l'on veut poursuivre, le chemin est aussi indiqué par les « écologistes » qui rappellent à temps l'existence de la dialectique à un socialisme somnolent. Et c'est bien Vendredi qui la fit découvrir à Robinson — mais le « socialiste » n'était pas celui des deux que l'on pensait...

P. M.

## LE POINT DE VUE DE PIERRE LEHMANN

### Les hommes de Cro-Beton

L'homme primitif vivait au jour le jour. Sa préoccupation essentielle était de se procurer de la nourriture. Aujourd'hui, nous vivons encore au jour le jour. Notre préoccupation essentielle n'est cependant plus la nourriture, mais l'argent. Ce dernier se différencie de la nourriture par le fait qu'il peut se reproduire tout seul, sans que son propriétaire n'exécute aucun travail. La civilisation de Cro-Beton est bâtie sur cette curieuse propriété.

Cette civilisation n'est pas ancienne. Quelques dizaines d'années, quelques siècles au plus. Ses acquis ne sont donc pas des faits immuables. Les atavismes humains, en particulier, n'ont certainement pas été conditionnés par elle. Mais la civilisation de Cro-Beton a causé des ravages considérables, car il y a eu résonance entre certains atavismes humains préexistants et les perspectives ouvertes par l'argent autoreproducteur. On connaît l'« expansion » aberrante qui en est résultée. Curieusement, cette expansion est considérée comme un bien par l'homme de Cro-Beton et lorsqu'elle fait mine de s'essouffler, il

s'ingénie à la relancer. Comble d'ironie, certains régimes politiques de la civilisation de Cro-Beton, non basés au départ sur l'argent autoreproducteur, se sont efforcés de copier cette expansion avec des moyens moins bien adaptés, sous prétexte de bonheur lié à la consommation (et, probablement aussi, par besoin de puissance).

Parlons des villes de Cro-Beton. Même un Robin son Crusoé peut voir une différence entre, d'un côté la cité, lieu de rencontre, de discussion, berceau de culture et d'art, où les maisons étaient intégrées dans un ensemble et, de l'autre côté, l'agglomération d'aujourd'hui. Agglomération est le mot juste. Conglomérats de blocs hideux, souvent énormes, de villas disparates, réparties dans la nature selon des critères à première vue obscurs où l'esthétique et l'intégration au site n'a rien à voir. C'est qu'on loge l'homme de Cro-Beton selon des critères de rendement financier. (Pour une belle illustration du contraste cité-agglomération, prendre la ligne de Berne et observer Lutry). Et lorsque l'on s'aperçoit que cette façon de faire mène à des contradictions et des souffrances, on s'apitoie sur le sort de cet homme et on invente l'aménagement du territoire. Mais peut-on faire de l'aménagement du territoire à partir d'une agglomération et en considérant comme primordial, comme tabou intouchable, le maintien de la civilisation de Cro-Beton ?

Le pullulement humain joint à l'augmentation énorme des moyens techniques a des répercussions sur l'environnement et met la vie en danger. Cela devrait être une incitation pour *penser* à long terme (pas planifier, personne ne sait le faire de manière crédible). Penser à une civilisation post Cro-Beton, qui serait capable de concilier une certaine joie de vivre avec les impératifs de survie. Le fait que l'on puisse épurer l'eau biologiquement, se chauffer au biogaz ou au soleil, n'est peut-être pas d'un grand réconfort immédiat pour l'homme de Cro-Beton habitant un bloc locatif. Mais le fait qu'il existe des moyens de faire par des méthodes assez naturelle et peu coûteuse ce que l'officialité préconise de faire par

des méthodes compliquées, consommatrices d'énergie et accessibles aux seuls spécialistes, peut éventuellement l'intéresser. S'il ne peut pas pour autant sortir immédiatement de sa grotte de Cro-Beton, peut-être ses enfants le pourront-ils.

Ce que nous faisons aujourd'hui a un impact certain sur demain. Ce n'était guère le cas pour notre ancêtre de Cro-Magnon. Si celui-ci pouvait donc vivre au jour le jour sans grand inconvénient, l'homme de Cro-Beton ne le peut plus, du moins s'il se targue d'éprouver une certaine responsabilité vis-à-vis des générations futures.

Est-il réaliste de continuer à construire des blocs locatifs pour renter des investissements et garantir le plein emploi, même sous prétexte de logements bon marché ? Ne vaudrait-il pas mieux reconnaître l'inanité de ce gaspillage et chercher à remodeler nos agglomérations en cité et assainir nos campagnes. L'aménagement du territoire ne devrait pas consister à adapter le pays à la civilisation de Cro-Beton, mais à se demander quelle civilisation est viable dans un contexte géographique donné.

### Le court et le long terme

Mais tout changement de cette nature prend du temps. Un temps peut-être court par rapport à l'évolution de l'espèce, mais certainement long par rapport à une vie. Je comprends que le politicien de Cro-Beton préfère penser à plus immédiat, mais j'avoue que cela me dérange et me le rend peu crédible.

Le Salon de l'automobile vient de fermer ses portes. Les ventes ont augmenté. L'homme de Cro-Beton jubile. Il entrevoit la repirise économique, l'expansion à un rythme endiablé. Reprise à la bourse, plein emploi, triomphe et gloire.

La vitesse, bien sûr, c'est marrant. Mais cela présente aussi des dangers pour les autres, en l'occurrence les gens de demain. Et l'état ne met aucune signalisation pour ces dangers-là. C'est un peu court comme sens des responsabilités.

P. L.

## POINT DE VUE

# Entre l'Aar et le Yang-tsé-Kiang

Je sais des Chinois qu'ils sont sensiblement plus nombreux que nous — mais certainement pas meilleurs — qu'ils portent des casquettes bleues et que leur empereur est mort récemment.

La majorité des Chinois, dit-on, sont paysans. Tant mieux. Car, de cette façon, il y a gros à parier qu'ils sont individualistes mais fermement attachés à la famille, plutôt économes et roublards, méfiants face à l'Etat central et plus prêts à écouter les prévisions de la météo que des théories politiques distillées par des fonctionnaires.

D'ailleurs, c'est une chance, qu'ils soient chinois, appenzellois, islandais ou patagons, tous les paysans se ressemblent à peu de choses près. Quand aux gens des villes, ici comme très probablement en Chine, ils sont un peu siphonnés.

Si je dis deux mots des Chinois, c'est bien parce que le rapport intitulé « Ausmass und Bedeutung der noch ungenutzten Schweizer Wasserkräfte » n'a pas été rédigé par des Chinois mais bien par des ingénieurs, traînant dans des bureaux entre Baden et Zurich et

payés par le Schweizerischer Wasserwirtschaftsverband. (... Heureusement que ce n'est pas le Vierwaldstätterseedampfschiffgesellschaftsverwaltungsratausschusshonorarpräsident...).

D'ailleurs, si j'en crois un autre texte, intitulé, lui, « Intermediate energy technology in China », publié par l'infiniment respectable et intelligent « Bulletin of the atomic Scientists », les paysans chinois n'ont pas exactement la même conception que nos helvétiques et propres ingénieurs en matière de production hydro-électrique.

Certes, les uns et les autres ont certainement d'excellentes raisons de faire ce qu'ils font et de croire à ce qu'ils croient ou de ne croire à rien du tout.

Il n'empêche qu'une collaboration serait hautement souhaitable. Je ne puis donc que suggérer à M. Babaïantz, président de l'UCS, et à ses subordonnés d'aller faire une pistée dans le Hunan et le Kiangsi et d'aller jeter un œil attentif sur la formidable fourmillée de mini-centrales hydro-électriques construites dans ces régions. Evidemment, M. Michael Kohn pourrait l'accompagner et je suis définitivement convaincu qu'il y trouverait des tas d'idées pour sa conception globale de l'énergie, actuellement si mal foutue.

Enfin quoi, les gens de l'UCS et de Motor-

Colombus peuvent bien se payer ça ! Donc, il semble que les Chinois, petits futés, soient arrivés à la conclusion qu'il ne faut surtout pas cracher sur les mini et même micro-centrales hydro-électriques parce que l'affaire est parfaitement intéressante et rentable si l'on se décarcasse un peu.

Chez nous, à l'inverse, nous méprisons froidement ce genre d'installations. Nous n'aimons que ce qui est gros.

Nous avons absolument tort. Comme les Chinois ne sont pas plus bêtes que nous et qu'ils ont, à coup sûr, trouvé plein de trucs simples, efficaces et bon marché, il faut aller y voir — *avant les Américains*. Parce que les Américains, hé, hé, pas fous, ils vont y aller ! Savent calculer, ces mecs-là...

Alors, monsieur Babaïantz, vous vous décidez ? Un changement d'air vous ferait du bien. Tenez, je vous envoie une copie de l'article cité, si ça peut vous aider ? Moi, il n'y aurait pas besoin de me pousser...

**Gil Stauffer**

P.S. : Qui me vendrait un microscope ? J'ai donné le mien à un gamin que ça intéressait et j'en cherche un nouveau. Bon et bon marché.

## TÉLÉVISION

# Salut à «A bon entendeur»

Une société coopérative à succursales multiples qui décide de renoncer à l'utilisation des filtres en amiante. Un négociant en vins qui lance des menaces de poursuite. Des députés qui posent des questions aux autorités. Des publicitaires qui modifient leur slogan et leur campagne publicitaire. Des représentants de grandes firmes pharmaceuti-

ques qui s'inquiètent. Et des gens qui parlent, dans les bus et les restaurants, qui se mettent à réfléchir sur ce qu'ils mangent, sur ce qu'ils boivent, ce qu'ils achètent. Quelques-unes des réactions suscitées par les émissions « A bon entendeur »...

« Bravo, courageux », disent des consommateurs. « Irresponsable, peu sérieux », répondent des représentants du monde des affaires. Est-ce dû à la pression des téléspectateurs, du courrier ? On sait que l'émission est de plus en plus appréciée, de plus en plus analysée et disséquée aussi. Ou l'idée

de service public, d'information et de protection des consommateurs a-t-elle l'agrément de la direction de programmes ? Succès et nécessité obligent : « A bon entendeur » passera dès septembre 1977 sur les écrans de la TVR, chaque quinzaine à 20 h. 25. Immédiatement après une tranche publicitaire, une contre-publicité intelligente de vingt minutes avec les techniques sinon les budgets de la publicité ! L'émission devrait être reprise bientôt à la carte et selon les possibilités le samedi après-midi.

Pour Mme Michel, de la Fédération romande des consommatrices, cette émission « est courageuse et efficace ». Et la représentante de la FRC de poursuivre : « Elle va plus loin que la précédente, « Objectivement vôtre », à la préparation de laquelle nous étions étroitement associés. Nous collaborons avec la radio romande pour « Microscope », une émission de dix minutes sur la consommation, diffusée quatre matins par semaine. Mais nous ne sommes pas associés à la préparation de l'émission TV « A bon entendeur ». Oui, Catherine Wahli, la productrice, reprend parfois des informations de la FRC, mentionne éventuellement des tests de notre périodique, mais elle reste tout à fait indépendante ».

### Jusqu'où aller

Lorsqu'elle terminait sa première émission en janvier 1976, Catherine Wahli ne savait pas très bien « jusqu'où elle pouvait aller ». Et, nous dit-elle, « il a fallu oser, s'imposer, trouver le ton et le style, et surtout un langage approprié à la matière ».

Aujourd'hui, après une vingtaine d'émissions, elle se sent moins seule car elle est soutenue par le public. Et elle a réuni une petite équipe, « un véritable laboratoire d'idées » qui travaille sur les informations comme une agence de publicité.

Catherine Wahli dit encore : « Nous ne sommes pas à l'abri d'une erreur. Mais nous réunissons toujours des dossiers solides, bien étayés, et nous multiplions les vérifications. Je dirai tout, aussi longtemps que je serai sûre des faits. »

« A bon entendeur » a dévoilé des pots aux roses incroyables : des pratiques publicitaires trompeuses, des appareils dangereux, des méthodes de vente indécentes. Des dossiers délicats et explosifs ont été ouverts ou ré-ouverts : le petit crédit, les prix des livres et des journaux français en Suisse romande, l'utilisation des colorants, les honoraires des avocats dans les affaires de divorces, les vertus et les prix des eaux minérales, etc. Certains de ces sujets avaient déjà été traités par

la presse, mais leur traduction à la télévision exige un travail rigoureux de recherche d'informations, de rapports, la multiplication des tests, des analyses, des vérifications.

### Toutes les ressources de la TV

C'est dans la présentation très synthétique et frappante des dossiers que résident sans doute l'originalité et la force de l'émission. La productrice, toujours en quête d'invention, tente d'illustrer, de visualiser le plus clairement possible ses démonstrations. Comme la publicité, elle utilise toutes les ressources de la télévision, surtout les techniques de l'animation avec un sens aigu des rythmes, des couleurs, des effets de surprise et d'humour. Le message passe sans ambiguïté.

Quand la productrice ou le journaliste interviennent, sans jamais moraliser, ils font des constats, tirent des conclusions, posent des questions « nous posons la question à Evian », dénoncent les trous de la législation, interpellent le téléspectateur.

Catherine Wahli part toujours du point de vue du consommateur, elle défend ses intérêts plutôt que ceux des producteurs et des vendeurs. Convaincue et sincère, elle assume avec un charme discret la fonction « d'ombudsman ». « En mettant la consommation en question, nous voulons préserver une certaine qualité de la vie, une aptitude au choix ». Bien utilisée, la télévision a aussi le pouvoir de réveiller les consciences, d'améliorer la vie.

### Une forme efficace

Après un peu plus d'une année, « A bon entendeur » devient une des meilleures émissions de la TVR. Par la rigueur, le courage et la portée de ses informations. Mais surtout par la recherche et l'intelligence de leur forme. Avec une petite équipe tournante de réalisateurs, de graphistes, de journalistes et de techniciens, la productrice Catherine Wahli a introduit un ton et un langage nouveaux sur nos antennes; des émissions très

rapides et rythmées, concises et incisives, qui allient les techniques du journalisme anglo-saxon et les moyens de la publicité. On souhaiterait que d'autres rubriques, qui se sont installées dans la routine, s'inspirent de ces recherches qui intéressent maintenant les noms les plus cotés de la TV. On souhaiterait en particulier que les émissions d'informations politiques, lors des votations et élections, recherchent enfin un langage plus simple et plus intelligible.

Nous sommes tous des consommateurs. « A bon entendeur » est maintenant notre émission : chaque quinzaine, le lundi soir, à 20 h. 25. Alors n'hésitons pas à soutenir de nos appréciations, de nos critiques et informations l'équipe de rédaction. Elle a besoin de notre support pour résister aux pressions et persister dans l'audace intelligente.

### NOTES DE LECTURE

## L'argent secret

Le petit livre d'André Campana<sup>1</sup> sur le financement des partis politiques français et des campagnes électorales est un « dossier-reportage » comme l'écrit l'auteur. On n'y trouve ni révélation fracassante, ni documentation complète, mais on le lit passionnément car le sujet abordé est trop souvent tabou. L'auteur est favorable à une solution créant plus de transparence. Il fait appel au président Giscard d'Estaing pour qu'il tienne sa promesse d'améliorer le système de financement des partis et des campagnes électorales. André Campana est partisan, comme nous le sommes, d'un contrôle sérieux des moyens utilisés dans un but politique.

Ce livre pourrait inspirer un étudiant de science politique pour sa thèse de doctorat. La Suisse est probablement aussi difficile à découvrir que la France dans ce domaine.

C.F. P.

<sup>1</sup> Librairie Arthaud, Paris.

## Un film de qualité

« L'Exécution du traître à la patrie, Ernst S. » est un film lourd d'émotion. Parce qu'il échappe à la fiction : la mort fut subie; ce n'est pas une mort de scénario. Parce qu'il rappelle que la Suisse, si protégée, n'échappe pas à l'histoire.

Mais les sujets empruntés au réel, ceux qui s'inspirent d'un tragique vécu, qui sont plus proches de la reconstitution que de l'invention pure, exigent une grande finesse de toucher, un art de faire parler les témoins. « Le chagrin et la pitié » avait de telles qualités. « Ernst S. » a de semblables mérites.

Par définition de tels films reposent sur une alternance d'interviews, de documents historiques, de paysages. La Suisse décrite dans « Ernst S. », c'est la Suisse de l'arrière-pays saint-gallois, ces terres ingrates où s'est constitué, il y a deux siècles, dans l'exploitation, le capitalisme suisse. En 1939 la crise n'y était pas encore surmontée : chômage, salaires dérisoires. Cette Suisse-là, vingt-cinq ans après, il est difficile de la retrouver physiquement. La prospérité d'après-guerre, la poussée des constructions voilent le paysage d'autrefois. Seule une usine désuète dans un creux de vallée, avec comme dans les images une cheminée rouge brique sale, suggère ce passé qui était plus proche du XIXe siècle que de nous.

La qualité des témoignages, l'émotion du frère d'Ernst S., la reconstitution discrète et précise de l'exécution, donnent au film ce qu'il faut bien appeler sa vérité.

Certes, se devine aussi, sous-jacent, un parti choisi. Le dossier d'Ernst S. est plaidé, avec mise en valeur de toutes les circonstances atténuantes qui vaudraient à l'accusé en temps normal une peine mesurée. Le gros plan sur Ernst S. estompe en revanche la tension de l'époque, l'enjeu, le défi à l'Allemagne nazie. La partialité n'est que le jeu du réglage entre la netteté du premier plan et le flou, au sens photographique du terme, de l'arrière-fond.

Quant au rapprochement entre des responsables

industriels, militaires et politiques qui n'ont pas caché leur sympathie ou leur désir d'accommodement avec l'Allemagne nazie, le professeur Bonjour en marque clairement la limite (le montage, il est vrai, ne souligne pas sa déclaration); dans le cas d'Ernst S., il y avait trahison juridiquement définissable, dans les autres cas le délit n'était pas juridiquement démontré.

Mais le débat sur la prétendue partialité du film détourne de l'essentiel, qui est la qualité humaine de cette plaidoirie sur le sort tragique d'un paumé de notre histoire préservée.

A. G.

### LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Koweït, pile et face

Vous connaissez le Koweït ?

Moi pas.

J'imaginai un désert, avec quelques chameaux faméliques, quelques Arabes misérables — et puis, bien sûr, des puits de pétrole, un émir des Mille et une Nuits, avec son harem, ses muets, ses eunuques, etc.

Or je lis dans « Newsweek » (« Présentation spéciale du Ministère de l'information du Koweït », il est vrai) :

— que le revenu (*income*) par habitant s'élève à 2442 dollars en Italie, soit moins de 7000 francs au cours actuel; à 3072 dollars pour l'Angleterre; 4486 dollars pour la France; 5461 dollars pour l'Allemagne (14 000 francs environ) — et 11 369 dollars pour le Koweït !

Je me suis dit : Bon ! L'émir est milliardaire et ses sujets crèvent de misère...

Mais voilà qui est plus intéressant (à supposer, bien sûr, que le Ministère de l'information mente moins que ses homologues de la plupart des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique) :

Pour l'aide aux pays sous-développés, l'Angleterre donne 13 dollars par habitant, l'Allemagne 21, la France 30, la Suède 50, et le Koweït... 501 ! (cinq cent un !).

En 1973, le pourcent du budget national consacré à l'éducation a été de 4 % en Allemagne, de 4,3 % en France et en Italie, de 5,6 % en Angleterre et de 14 % au Koweït.

Cette même année 1973 enfin, on comptait en France un lit d'hôpital pour 140 habitants, un pour 120 en Belgique, un pour 110 en Angleterre et un pour 96 au Koweït !

Je sais bien que voilà un texte *publicitaire*; que peut-être « Newsweek » (qui passe cependant pour un hebdomadaire sérieux) n'a pas plus de scrupule à publier de la propagande du Koweït que « 24 Heures » n'en a à publier celle de la Corée communiste !

Il n'en reste pas moins qu'à en juger par les photos, on compte bien quelques bâtiments, qui valent, mon Dieu, le Palais de Rumine ou le CHUV... Qu'on aperçoit dans les rues (de la capitale, sans doute; de la ville), des autos plus nombreuses que celles qu'on a pu voir dans celles de Tirana, capitale de l'Albanie... (Voilà de quoi convaincre d'ailleurs bien quelques lecteurs de se convertir au communisme albanais et de gagner des contrées heureuses non encore polluées !).

### Paradis pour les étudiants

« *Students' Paradise* » dit un sous-titre, dont il n'est pas dit s'il est du Ministère de l'information ou de la rédaction de « Newsweek ».

Paradis pour les étudiants. De même que la santé publique, l'éducation, au Koweït, était rudimentaire, avant la découverte du pétrole, limitée à un enseignement religieux et réservée au plus petit nombre. Mais depuis 1949, le gouvernement a multiplié par 200 le budget de l'éducation, y consacrant chaque année 217 millions de dollars (...) Tous les enfants, sans discrimination jouissent d'une éducation libre (*free education*), qui comprend non seulement la gratuité, mais les livres, l'habillement, les repas à l'école, et pour les moins favorisés des bourses pour la subsistance de la famille...

J. C.